

Ils se pourrait aussi que, s'ils devenaient suffisamment forts, et sur la base des progrès des forces productives qui auraient été réalisés sous la tutelle de l'Etat, ils exigent et obtiennent la "privatisation".

Quoiqu'il en soit il demeure certain qu'ils auraient joué un rôle prédominant au sein de ces coopératives. (Note: témoin cet appel que leur lance le plan, 3ème partie p. 31 volume sur l'agriculture: "il est aisé de se rendre compte que la réussite de la réforme des structures est pratiquement conditionnée par l'adhésion des exploitants privés actuels qui seraient en mesure d'apporter à la fois les milliers de cadres nécessaires et les moyens de financement indispensables. Autrement dit, la réforme décidée pour leur bien et celui de la collectivité doit se réaliser par eux et la collectivité (c'est nous qui s'ouignons) fin de la Note).

Il est vrai que la tutelle de l'Etat est l'imposition par ce dernier de la politique de financement et de gestion restreindrait leur liberté. Il est également vrai que l'Etat profiterait de la clarification des comptabilités pour "capter l'épargne" de ces capitalistes. Mais il est clair, et toutes les déclarations le confirment qu'il n'était pas question de porter atteinte à leur propriété, de leur prendre leur biens.

En fait ils auraient été dans la position certes peu agréable, mais encore très confortable, de ces fils de famille prodigues à qui on a placé un conseil de tutelle, ils continueraient à bénéficier de rentes substantielles plus importantes - assure le conseil de tutelle qui est d'ailleurs de la famille - que celles qu'ils auraient pu se procurer tout seul, et un jour lorsque les affaires auraient progressé et qu'ils se seraient "assagis" ils disposeraient eux-mêmes de leur fortune en connaissance de cause.

Du reste, il leur était toujours possible de dominer la campagne d'une autre façon, en participant au capital de la BNA, maintenant transformée en Banque Nationale Tunisienne, qui détient le monopole de toutes les opérations de Crédit à la campagne puisqu'elle a intégré les caisses de crédit mutuel; ainsi qu'à celui de la STIL ou d'El-Louham (société de viandes).

A cette analyse marxiste fondée sur la reconnaissance du caractère bourgeois de l'Etat tunisien et sur la compréhension du caractère dominant du mode de production capitaliste, qu'opposent les révisionnistes, en la matière beaucoup plus enthousiastes que le pouvoir même ? Bien qu'on ne leur ait pas supprimé tous leurs biens, les capitalistes fonciers (c'est le mot fondamental) ne peuvent plus avec la généralisation des UCP faire obstacle au développement "non capitaliste". (Note: Il est vrai qu'ils mettent de grands espoirs dans la possibilité de vente de terres des gros possédants aux coopératives (contre des bons d'équipement) ; il serait en fait étonnant que ce cas se produise souvent, les bourgeois préférant conserver des valeurs, peut-être moins solides que par le passé, plutôt que de miser sur la solvabilité de l'Etat. Par ailleurs la possibilité qui est offerte à ces possédants de toucher les bénéfices sans participer à la marche de la coopérative ne doit pas faire illusion; directement ou par personnes interposées (éventuellement, leurs anciens gérants ou homme de confiance) ces possédants seraient dans la plus favorable des positions pour dominer les coopératives; niveau culturel, compétence, rapports avec les ouvriers et aussi argent, les prédisposent à assurer les fonctions de direction et de liaison des coopératives avec le milieu capitaliste environnant).

Et d'accuser ceux qui émettent des doutes, d'être des aveugles, des partisans du tout ou rien, des irréalistes, etc...

En somme pour les révisionnistes, le capitalisme est privé ou n'est pas ! Ne leur demandons pas de nous expliquer ce qu'était le capitalisme japonais du XIXème siècle, ils auraient quelques difficultés !

Ne les renvoyons même pas à leurs camarades français et européens qui étudient le fonctionnement du "capitalisme monopoliste d'Etat" !

A ce niveau de reniement du marxisme, il n'y a plus de remèdes possibles.....

Appliquée à l'agriculture leur analyse prend un aspect caricatural presque comique: Emafâa ne dit-il pas que les "ouvriers et les paysans pauvres doivent mettre tout en oeuvre pour assurer le succès des réformes positives" et ne pouvant nier l'existence de réticences de la part de ces braves gens, ne les accuse-t-il pas d'être "manoeuvrés par la droite réactionnaire" ?

Les révisionnistes se mobilisent au côté du pouvoir; celui-ci emprisonne et tire sur les masses, ceux-là les convainquent qu'ils doivent "faire réussir les réformes" !

Et ils justifient cette attitude par la seule existence de "forces réactionnaires", entendons par là, la bourgeoisie foncière, hostile aux réformes. La vocation des marxistes est donc, selon eux de prendre le parti d'une fraction de la bourgeoisie contre une autre, d'assurer son triomphe complet, sans se préoccuper de l'intérêt de la classe ouvrière. Cela ne peut pas être notre position. Pour nous ce qui détermine notre action, c'est uniquement les intérêts de la classe ouvrière et ce ne sont pas des fumeuses considérations sur le caractère "positif" ou non de réformes dans l'absolu. Nous n'ignorons pas l'existence de contradictions au sein de la bourgeoisie et nous devons en tenir compte dans nos analyses mais nous n'oublions jamais que ce sont des contradictions internes à la bourgeoisie, c'est à dire à la classe exploiteuse, qu'elles portent sur la manière d'exploiter le prolétariat et la répartition du butin entre les exploités et non sur l'existence de l'exploitation. C'est pour cela que nous regardons avec le plus grand sang froid les péripéties de la lutte des fractions bourgeoises, nous efforçant surtout d'en tirer une analyse plus précise de la situation pour dégager avec le plus de netteté possible les tâches de l'avant garde révolutionnaire aussi bien à la campagne qu'à la ville. Car il est de plus en plus clair que les contradictions qui opposent ces fractions, si elles portent essentiellement sur le problème agraire et se manifestent à l'occasion de la politique des coopératives, recouvrent, en réalité l'ensemble de l'orientation du régime, posent les problèmes généraux du type de régime capitaliste que s'imposera le régime.

LE RECUL DANS LES CAMPAGNES ET LA CRISE DU REGIME BOURGEOIS

La généralisation des coopératives après janvier 1969 portant sur près de 4 millions d'hectares, selon les estimations de l'Action, correspondait à l'apogée de la bourgeoisie bureaucratique et de son porte parole Ahmed Ben Salah. Cette opération dictée par d'impérieuses nécessités économiques, a exaspéré toutes les contradictions de la société à la campagne, avant tout celles qui opposent les petits producteurs ruinés et prolétariés par cette politique au pouvoir, mais également celle qui opposaient les différentes fractions de la bourgeoisie.

Du rapport de forces entre les classes et les fractions dépendait le succès ou l'échec de cette politique et il est apparu au début septembre que ce rapport de forces, contrairement à ce qui se dégageait de la fermeté manifestée dans l'application de cette politique et des succès politiques de la fraction bureaucratique (éloignement des "clans" hostiles à la politique de Ben Salah) n'était pas en faveur de cette fraction qui a été désavouée spectaculairement.

Les raisons de l'échec de cette politique étaient contenues dans les conditions de son application, mais il est hors de doute que la plus déterminante a été la résistance acharnée, violente, de la petite paysannerie à la "réforme".

Malgré les très sévères répressions du Sahel, malgré la mobilisation et le déploiement des forces policières et armées dans les villages, cette résistance ne s'est pas démentie et, à l'obstination du pouvoir à constituer des coopératives, les petits paysans ont opposé une politique de sabotage de la campagne agricole et d'abattage de bétail, sans parler de la lutte politique menée parfois jusqu'à des actes de terrorisme.

Le maintien de cette résistance, alors que la situation était loin d'être satisfaisante dans les coopératives et que s'aggravait le mécontentement général, mettait directement en question les résultats de la politique agricole et surtout créait un climat d'agitation politique des plus dangereux, la répression n'arrivant visiblement pas à apaiser le mécontentement.

L'annonce du changement d'orientation a indubitablement provoqué un soulagement immense chez les petits producteurs et si elle a fait baissé momentanément la tension sociale, elle n'est pas moins riche en enseignements politiques pour tous les exploités et avant tout elle est la preuve que le pouvoir n'est pas tout puissant et que la lutte paie.

Cela ne manquera pas de se répercuter dans la vie politique à l'avenir. Cette résistance des petits producteurs dont les causes sont claires et ont été exposées plus haut, n'a pas manqué d'être utilisée par la fraction "privé" de la bourgeoisie contre les abus de la fraction bureaucratique.

La généralisation des coopératives marquait en effet, une rupture brutale et unilatérale du compromis réalisé à la campagne, l'hégémonie de la fraction bureaucratique sur l'Etat et la subordination des intérêts immédiats de toute la bourgeoisie à la politique de cette fraction, même si cette politique visait à consolider à long terme la position de la bourgeoisie. Pour la bourgeoisie du secteur privé, très étroitement liée à la propriété foncière, une telle situation devenait inacceptable et elle se devait d'autant plus de réagir que la vague de mécontentement risquait de remettre en question les bases bourgeois du régime.

Le profit que les sommets de cette bourgeoisie tiraient des réformes commerciales et industrielles ne pouvaient balancer ces préoccupations et même pour certains apparaissaient comme des "os" jetés provisoirement par les planificateurs pour les faire accepter plus facilement leur future dépossession totale.

La bourgeoisie foncière attachée à la propriété formelle de sa terre (séquelle des représentations idéologiques précapitalistes où la possession foncière est la seule vraie richesse) et à un mode d'utilisation spéculatif des capitaux, basé sur une exploitation semi-extensive de la terre, aurait subi, dans l'immédiat, d'incontestables pertes financières.

Les nouvelles structures, caractérisée par la tutelle complète de la bourgeoisie bureaucratique auraient de plus supprimé le pouvoir économique de la bourgeoisie foncière. Alliant la politique de la "terre brûlée" -sabotage des moyens de production livrés aux coopératives, abattage du bétail, refus de participer comme "cadres" aux unités- à des interventions de plus en plus pressantes auprès de Bourguiba, la bourgeoisie foncière s'engagea donc dans la lutte mais en respectant la règle fondamentale du jeu, à savoir éviter de faire intervenir les masses dans cette lutte, éviter de poser les problèmes publiquement.

Et évidemment l'ensemble de la bourgeoisie "libérale" "privée" manquée d'avoir à se convertir complètement -ce qui n'est jamais accepté de bon gré par une classe habituée à une certaine forme de domination- fait sien ce combat et tente d'en profiter, non seulement pour arrêter le processus à la campagne, mais pour reconquérir le terrain perdu au point de vue du pouvoir d'Etat, tenter d'assurer à nouveau sa complète domination sur celui-ci.

Dans sa contre offensive, elle disposait de nombreux atouts.

Tout d'abord, si la bourgeoisie bureaucratique était parvenue à faire prévaloir ses vues, elle n'était pas pour autant l'unique détentrice du pouvoir; les ministres, et surtout Bourguiba, attentifs à préserver "l'union nationale", c'est à dire surtout la cohésion de la bourgeoisie, restent plus un appareil d'arbitrage entre les fractions bourgeoises que les représentants d'une tendance bourgeoise. (Plus exactement Bourguiba et les "inconditionnels" arbitrent entre les portes paroles des différentes fractions).

De plus, la bourgeoisie bureaucratique et d'une façon générale tout l'appareil du régime, n'est pas une fraction "pure" et pleinement consciente de ses intérêts: à tous les niveaux existent des liens plus ou moins étroits entre l'appareil et la bourgeoisie "privée", certains bureaucrates étant possédants ou liés par les "affaires" ou le mariage à des possédants, et ceux-ci y trouvent donc un moyen tout au moins d'atténuer la contrainte que l'Etat peut exercer contre eux, quand ce n'est pas tout simplement des agents au sein de l'appareil.

Du reste l'idéologie de l'union nationale, la nature bourgeoise de l'Etat et les liens avec l'impérialisme interdit, en fait à l'équipe au pouvoir d'être réellement coercitive à l'égard du secteur privé.

Par ailleurs, si grand qu'aurait pu être le succès des planificateurs à faire entrer l'appareil dans leurs vues, il n'en reste pas moins que les objectifs économiques du Plan ne pouvaient être réalisés, car, de l'avis de tous les experts (même si on ne prenait pas en considération les résultats éloquentes par eux-mêmes), les hypothèses utilisées par les planificateurs comme les objectifs qu'ils avaient fixés étaient trop optimistes et le modèle de développement en fait inadapté.

Le résultat en est que l'aggravation de la dépendance à l'égard de l'impérialisme, que nous pouvons voir quotidiennement, ne pouvait que se marquer davantage alors que les problèmes sociaux - dits principalement au chômage et au faible niveau des revenus des travailleurs - deviendraient de plus en plus explosifs.

Cet échec latent du Plan, qui n'empêche pas un certain développement capitaliste toujours plus nettement néo-colonial devenait une certitude avec le refus de la participation de la petite paysannerie et de la bourgeoisie foncière aux réformes, refus, qui, répétons-le le régime de par sa composition, ne peut surmonter.

Ajoutons à ces motifs d'échec de la généralisation des coopératives les pressions qu'ont certainement du exercer les différents impérialismes ; on a vu que la Banque Mondiale, instrument de l'impérialisme américain et qui a une influence décisive, par leur financement sur le succès des coopératives était opposée à leur généralisation "prématurée" ; il est peu probable qu'elle puisse ne pas réagir devant ce qui apparaît à tout capitaliste orthodoxe une atteinte à la propriété, l'intégration de force des propriétaires fonciers dans les coopératives.

L'impérialisme français qui continue à jouer un rôle très important en Tunisie et qui ne voit pas d'un oeil favorable le développement de l'alliance du régime avec l'impérialisme américain (alors que les rapports ~~avec la France~~ avec la France sont une combinaison de l'ancien type de liens avec des rapports plus nettement néo-colonialistes), a certainement aussi trouver des arguments efficaces pour convaincre d'aller moins vite...

Si donc l'offensive des représentants du privé s'est réalisée au nom des droits de la propriété privée, à celui de l'efficacité économiques et des "bonnes relations" avec les puissances occidentales, si elle a trouvé des appuis sérieux au sein de l'appareil, elle n'a certainement pas manqué d'utiliser au moment où toute la bourgeoisie en dehors d'une toute petite équipe groupée autour de Ben Salah et consciente des intérêts de la bourgeoisie bureaucratique, la politique du pouvoir ne bénéficie d'aucun soutien dans ce pays ;

L'hostilité de la bourgeoisie privée transforme le risque d'isolement en risque beaucoup plus grand de coup d'Etat contre le gouvernement, au mieux (pour la bourgeoisie) dirigé par les possédants, au pire par des éléments petits bourgeois démagogues, agitant des slogans nationalistes arabes par exemple.

Dans ce contexte, le coup d'Etat baathiste de septembre en Lybie n'a pu qu'aggraver les craintes de Bourguiba et les pressions de l'impérialisme surtout américain, peu désireux de voir la politique "dangereuse" de Ben Salah conduire à faire perdre l'allié exceptionnel qu'est pour lui le régime de Bourguiba.

Tous ces éléments expliquent le changement de politique survenu au début septembre et la forme qu'il a prise : coup de frein très énergique donné à la constitution de coopératives, maintien en dehors de la coopération d'un très important secteur agricole (propriété moderne, arboriculture, maraichage horticulture, élevages familial), ce qui donne des apaisements aux propriétaires foncier surtout mais aussi aux petits producteurs, oléiculteurs, et éleveurs, la nouvelle loi sur la coopération et son empressement à la faire voter et appliquer, l'abandon de toutes les mesures prises depuis le 24 janvier 1969 ; plus encore, c'est le spectaculaire remaniement ministériel, aboutissant à l'élimination de Ben Salah du Plan, le démantèlement du tout puissant SEPEN en 3 secrétariats d'Etat, l'élargissement des prérogatives de Behi Ladgham en matière de planification et de son pouvoir réel sur tous les ministères, la montée de plusieurs éléments connus pour leur hostilité à Ben Salah et le transfert ou l'élimination des gouverneurs les plus compromis dans la politique dirigiste.

Ce changement de politique est une incontestable défaite de Ben Salah et de son équipe, un désaveu infligé à leurs ambitions de dominer complètement tout le développement capitaliste tunisien. Mais il ne se traduit pas par un retour à la voie "libérale" aussi bien en ce qui concerne le personnel (ce ne sont pas des bourgeois privés qui prennent les postes clés, mais des fidèles de Bourguiba, ou ce qui revient au même des techniciens) qu'en ce qui concerne les objectifs : on ne renonce pas au Plan et aux coopératives mais on va réétudier les questions. Le pouvoir présente le changement comme une "pause réflexion", les représentants de l'équipe planificatrice tentent de le minimiser, les bourgeois

s'appuient sur le soulagement exprimé partout pour tenter de l'approfondir.

Se dirige-t-on vers un nouvel équilibre ?

En tout cas, de tous cotés, la bourgeoisie s'efforce de tenir les masses en dehors du problème: personne ne veut leur permettre de faire plus qu'exprimer leur "joie", c'est à dire manifester leur appui à Bourguiba, même le Congrès du PSD, qui ne pouvait pourtant refléter que de très loin les aspirations des masses, mais où il est vrai, les luttes intestines de la bourgeoisie auraient été publiques, est reporté sine-die pour éviter que le débat ne sorte du cadre de la bourgeoisie.

Mais cela est-il vraiment possible ?

D'une part les masses exploitées, encouragées par ce succès de la lutte et surtout si le mouvement révolutionnaire mène une lutte sérieuse pour la démocratie, auront de plus en plus tendance à descendre dans l'arène politique et à faire entendre leur voix. De plus, si la fraction bureaucratique craint, avec quelques raisons, que la démocratisation politique ne lui porte un coup fatal, la bourgeoisie "privée" n'a pas les mêmes motifs d'inquiétude, au contraire: l'expérience lui a montré de façon éloquent que'elle est aussi victime de l'absence de démocratie et ne peut alors se faire entendre et que le mécontentement des masses va dans le même sens pour le moment que le sien. Elle a donc doublement intérêt à militer en faveur d'une certaine libéralisation du régime, seule garantie qu'elle puisse avoir contre la dictature de la bourgeoisie bureaucratique.

Mais elle craint aussi les masses et ne saurait aller trop loin dans la lutte pour la démocratie, de peur de se voir remise en question.

Néanmoins le marge de manoeuvre qu'elle peut avoir lui permettra une certaine action dans ce sens, et fournit donc une possibilité à exploiter par tous ceux qui luttent pour la démocratie de façon décidée conscients de l'importance du succès dans ce domaine au point de vue de la lutte contre l'exploitation.

En même temps que les nouvelles possibilités qu'elle ouvre pour les luttes démocratiques et la réactivation des luttes de classes, la crise de septembre instaure une ère de profonde instabilité du régime: les causes qui ont conduit à la politique de Ben Salah restent valables, quand bien même les conditions de cette politique ne sont plus réunies. Si les conditions politiques forcent le pouvoir à un nouveau compromis, avec la bourgeoisie foncière et la petite paysannerie, d'une part cette bourgeoisie ne s'en contentera pas, d'autre part il ne résoud pas le problème de la petite paysannerie.

De plus, et c'est le facteur essentiel d'instabilité, ce compromis remet en cause les objectifs économiques vitaux pour le régime.

En face de l'équipe de Ben Salah qui représente une ligne claire de développement capitalisteno-colonial, il n'y a pas de politique bourgeoise adaptée aux rapports actuels avec l'impérialisme.

Les opposants bourgeois de Ben Salah peuvent critiquer, freiner ou saboter cette politique, ils sont incapables de proposer à sa place autre chose que des compromis boiteux, ou des changements exigeant une reconversion des rapports avec l'impérialisme, irréalisable. Le compromis actuel ne peut qu'entraîner une révision des objectifs du Plan, dans le sens d'une exploitation accrue de la classe ouvrière et d'une intervention encore plus importante de l'impérialisme.

Dans ces conditions, le rétablissement d'un nouvel équilibre stable semble difficile. Les rapports de force entre les classes et en leur sein, l'influence des différents impérialismes tendent à conduire le pouvoir à une politique en zig zag, faite de réajustements constants, d'hésitation, entre une politique économique extrêmement dirigée et une liberté relative d'entreprises, de concessions d'ordre démocratique arrachées par la lutte et de recour à une répression plus ferme etc....

Mais dans la situation ainsi créée, chaque mesure politique dans un sens comme dans l'autre risque d'aggraver la crise du régime, de favoriser la mobilisation et la lutte de l'opposition (libéralisation) ou de raidir encore plus les masses contre le pouvoir (répression). Les demi-mesures prises dans les domaines économiques seront toujours incapables de créer le climat de confiance nécessaire au fonctionnement du capitalisme "libéral" et insuffisantes pour faire aboutir par la contrainte une politique élaborée à l'avance. Dans cette ère d'instabilité qui s'ouvre au pays les soubresauts seront nombreux et la lutte de classe trouvera la possibilité de se dérouler de façon plus nette qu'auparavant. Mais il ne faut pas se dissimuler aussi que le risque est grand de voir des éléments petits bourgeois, civils ou militaires